

Dans une lettre datée de Berlin, 4 août 1853, Uruga se plaignait déjà, comme tant d'autres, qu'aucune de ses lettres ne parvenait au président; il ajoute une phrase qui donne la clef de l'énigme de cette quantité étonnante de lettres écrites par Santa-Anna. « Je sais, dit-il, que le président ne laisse jamais sans réponse une seule lettre, n'importe qui l'a écrite, il y a des personnes intéressées à empêcher nos relations directes ». A propos d'Uruga, voici des extraits historiques et prophétiques de sa correspondance de Paris et de Berlin, écrite en français, et qui méritent d'être publiés.

» Je bénis le ciel de m'avoir inspiré l'idée et la résolution de venir, quittant ma famille, mes amis et mon ambition. Je crois que je tirerai quelque utilité de mon voyage, ainsi que de ma constante application aux études et de me vouer à puiser, dans ces abondantes sources, la connaissance du bien-être des peuples. Cependant ces travaux, aujourd'hui pénibles et fâcheux, porteront-ils un jour des fruits pour mon pays? Je n'y veux pas penser parce que j'y réponds toujours par non, et cela me décourage. Je crois, malheureusement, que le Mexique se coule à fond, qu'il ne parviendra jamais à établir un gouvernement, et que ces basses et mesquines passions qui se sont emparées de nos hommes, ces lâches passions, dans lesquelles on chercherait en vain un seul sentiment élevé envers la patrie, finiront par nous précipiter dans un abîme. Dieu nous en préserve?

« On m'accuse, dans toute ma correspondance, d'avoir entraîné le pays dans la situation actuelle, c'est vrai, mais je ne le souhaitais pas ainsi. J'avais voulu qu'au retour du général Santa-Anna, les passions fussent calmées et qu'il ne dût pas son établissement au pouvoir ni à un parti, ni à la crapule — *sic* — qui finira par le perdre avec le Mexique... J'en demandais trop...

« A Paris, où je suis resté quarante jours, on m'y fit un accueil parfait, j'assistai à toutes les manœuvres de Satory; j'accompagnai le général Magnan qui me prêta des che-

vaux... C'était la première fois que l'armée du Mexique se trouvait représentée en France... J'assistai, depuis, aux manœuvres de Prusse, où j'étais l'objet d'une distinction très remarquable de la part du roi... J'ai vu la belle organisation financière de France et j'ai étudié les changements qui aujourd'hui se font d'après le système d'un Allemand, M. Jacob, conseiller d'État. Depuis lors je me suis décidé à examiner le véritable système financier de Prusse... J'ai envoyé au Mexique mes études sur les finances de l'armée de ces deux pays; mais on ne les lira point, on ne saura pas les apprécier, et voilà ce qui me décourage excessivement. L'ingratitude est de beaucoup plus insupportable que les obstacles eux-mêmes ».

Après avoir critiqué l'administration mexicaine, de manière à faire prévoir qu'il était en correspondance avec l'opposition et qu'il avait envie de revenir au Mexique jouer un rôle dirigeant, il ajoute : « La révolution, une fois maîtresse de la nation, en finira avec cette ombre ridicule de gouvernement, mais elle ne rétablira rien, parce qu'elle n'a ni chef, ni centre, ni plan, ni combinaison; seulement, elle proclamera un principe quelconque. Ceci sera pire encore que ce qui existe, et si les hommes qui ont quelque prestige ne se réunissent pas pour lui donner une direction, le Mexique est perdu. J'ai rejeté toutes les propositions de ces libéraux de cafés, et n'ai pas voulu de leurs offres; mais j'ai dit à mes amis de l'armée de ne pas précipiter les événements parce que tant qu'il y aura une faible espérance d'ordre nous devons la soutenir... — José Uruga ». —

L'année 1854 commença sous de fâcheux auspices; la presse de l'opposition attaquait le gouvernement dictatorial avec sa vigueur des jours les plus orageux de la république. Alvarez se soulevait dans le sud, parce que Santa-Anna refusait de payer à ce chef sauvage une forte somme annuelle que les administrations précédentes lui donnaient pour acheter sa soumission. D. Ignacio Aguilar, ministre de l'intérieur, envoyait, le 21 janvier, un ordre à tous les employés

du gouvernement de s'abonner à l'*Universal* et de le propager, « à l'effet, disait-il, de développer les maximes de l'ordre religieux et social contenues dans ce journal »! — D. Santiago Blanco, ministre de la guerre, envoya de son côté, le 4 février, des ordres secrets à tous les chefs de corps d'armée, « pour les engager à veiller sur la presse, qu'il disait être insignifiante, peu morale ou mauvaise, et qui pouvait être une force puissante étant bien dirigée ». En métamorphosant les généraux de division en directeurs de la presse, le ministre ne prouvait-il pas que la presse était moins insignifiante qu'il voulait bien le dire?

Une lettre secrète de Santa-Anna, datée du 11 janvier 1854, dit au sujet d'Alvarez :... « J'avais pensé faire un voyage à Vera-Cruz pour rétablir un peu ma santé détériorée par l'excès de travail que me causent les affaires du gouvernement, dont je suis chargé depuis près d'un an... Mais la rébellion d'Alvarez dans le sud me décide à changer de route, et je vais aller dans cette direction, avec le double objet de reconnaître les localités, afin de donner, avec plus d'assurance, mes ordres aux chefs qui doivent opérer contre ce factieux. Je partirai la semaine prochaine et serai absent pendant un mois. — A. L. de Santa-Anna. »

Le général D. Pedro Ampudia, commandant de Nuevo Leon, écrivait sur le même sujet à son collègue du Tamaulipas. — « Monterey, 16 mars 1854. — Au moment où vous recevrez cette lettre, vous saurez déjà que les célèbres *Pintos*, — Indiens du Guerrero, — du sud du Mexique, avec D. Juan Alvarez à leur tête, ont l'intention de renverser le gouvernement suprême. Ils n'y réussiront pas; mais il suffit d'indiquer l'anarchie pour resserrer plus étroitement nos relations officielles, afin d'écraser instantanément ceux qui prétendent détruire l'ordre dans les départements de l'Orient.

« Il est nécessaire que vous ayez un œil vigilant sur le traître Carvajal... Le tribunal suprême de justice, la municipalité de la capitale, la garnison et les employés des finances ont déjà protesté de leur loyauté envers le gouvernement

suprême, et de l'indignation avec laquelle ils ont vu le mouvement méridional. — Pedro Ampudia. »

Dans la correspondance de M. D. Francisco Arrangoiz, consul du Mexique aux États-Unis, on voit qu'Alvarez entretenait des relations avec des flibustiers américains pour amener un débarquement à Tampico et renverser Santa-Anna, de concert avec les démocrates purs, Comonfort qui se trouvait à Acapulco et les exilés mexicains réunis aux États-Unis, tels que Cevallos, Arriaga, Juarez, Ocampo, Montenegro et d'autres... « Les exilés, dit-il, dans une lettre du mois de mars, font la guerre cynique qu'ils peuvent, c'est à dire, de publier ici des lettres au moyen d'argent, et qui sont supposées venir de notre capitale... Les exilés travaillent à se procurer cent mille piastres. Carvajal leur demande trois à quatre cents fusils pour soulever la frontière... ils espèrent apprendre la nouvelle que la révolution est installée dans le sud, et quelques uns, d'accord avec des personnes de Tampico, travaillent pour que ce port se prononce, et aller ensuite avec une expédition d'aventuriers — américains — secourir les révoltés... Jusqu'à présent, ils n'ont encore réuni aucun corps d'aventuriers, mais il est très facile d'avoir ici cinq cents ou mille hommes, en quarante-huit heures, avec quarante à cinquante mille piastres. — Arrangoiz. »

Au mois de mars, le ministre de la guerre envoyait, à tous les chefs de corps d'armée, deux lettres manuscrites, que je dois publier pour donner plus de détails authentiques sur cette déplorable révolution. — « Mexico, 3 mars 1854. — Par une lettre que je vous envoie, en même temps que celle-ci, vous apprendrez que D. Juan Alvarez a levé l'étendard de la rébellion dans le département de Guerrero. Jusqu'à présent il n'a publié aucun plan, et s'est limité seulement à la prétention d'empêcher le passage des troupes nationales par ce territoire. Il le fait de concert avec les aventuriers de la Haute-Californie, sur l'appui desquels il se confie pour discrediter sa patrie, et ne pas permettre aux méridionaux de

s'affranchir de la honteuse domination dans laquelle il les tient depuis tant d'années.

« S. A. S. est résolue à étouffer cette rébellion qui présente l'horrible aspect d'une guerre de castes et d'une invasion de pirates, et, pour cet effet, il a ordonné de bloquer le port d'Acapulco, et la formation à Chilpancingo, d'une forte division, afin que le tyran du sud soit attaqué par terre et par mer d'une manière tellement effective que le mal soit extirpé de suite, aussi radicalement que l'exigent le respect des lois, la civilisation, les garanties et la liberté dont jouissent les autres départements de la république.

« Afin que toute la nation sache que la cause aujourd'hui défendue par le gouvernement est celle de la civilisation contre le plus barbare despotisme, il serait convenable que vous fissiez une proclamation adressée au peuple et à l'armée du département que vous commandez, pour leur faire comprendre cette vérité, évanouir les espérances des révolutionnaires, et rappeler que le gouvernement et ses principaux agents ne forment qu'un tout, composé d'hommes résolus à faire triompher la grande mission dévolue à S. A. S., de faire disparaître pour toujours ce perpétuel état de révolution qui a annihilé la république et nous représente à l'étranger sous un aspect tellement ignominieux qu'il finirait par anéantir notre nationalité. — Santiago Blanco. »

Voici l'autre lettre accompagnant celle-ci :

« Le suprême gouvernement, ayant appris que le comte Raousset, conjointement avec Walker et une multitude d'aventuriers, prétendait faire une expédition hostile à ce pays, se dirigeant à cet effet aux ports de Guaymas, San-Blas, Acapulco et la Basse-Californie, a dicté les mesures les plus efficaces pour mettre tous ces points à l'abri d'une telle tentative. Fixant plus particulièrement son attention sur Acapulco, parce que plusieurs *placers* d'or très riches et très abondants ont été découverts dans le Guerrero, il a présumé que ce port serait celui sur lequel se dirigerait probablement cette expédition. Ce soupçon s'est confirmé peu de jours

après, et, comme c'était juste et naturel, le gouvernement a disposé que les fortifications de ce port, — Acapulco, — fussent réparées au plus vite. Il a envoyé une section d'ingénieurs, une garnison de trois cents hommes, puis il engagea Alvarez et les autorités du département de Guerrero à coopérer autant qu'il leur serait possible à la défense du territoire national.

« Ces mesures de simple précaution et aussi prudentes que patriotiques, furent mal reçues par D. Juan Alvarez, comme si elles diminaient son pouvoir... Il a cherché à entraver la marche des troupes, il est allé même jusqu'à dicter des mesures pour les combattre, et se mettre... en relation avec Raousset, pour livrer aux aventuriers cette précieuse partie de la république, dont il prétend soulever les habitants contre le gouvernement. Une conduite aussi noire que déloyale a obligé S. A. S. à dicter des mesures très sévères pour rétablir et conserver la tranquillité de ce département et châtier ceux qui, faisant passer des intérêts bâtards et mesquins avant leur civisme et leur nationalité, prétendent énerver l'action du gouvernement pour la défense du pays... — Santiago Blanco. »

Il s'agissait d'envoyer un corps d'armée de quatre mille hommes qui devait être renforcé plus tard, en cas de nécessité. L'expédition réussit assez bien d'abord; Acapulco fut occupé par les troupes nationales qui s'emparèrent également de Coquillo et du Peregrino; mais plus tard elles furent décimées par les maladies, la misère et les combats, Alvarez ne s'était jamais soumis.

Le comte Raousset-Boulbon, n'osant pas attaquer Acapulco, se rendit à Guaymas. Dans les correspondances mexicaines de cette époque, on voit que ce pauvre jeune homme ne s'était pas jeté dans les aventures uniquement dans le but de faire fortune; outre les motifs connus par les publications faites après sa mort à son sujet, il en est un que l'on ignore. Le comte Raousset, voulant d'abord, à l'exemple des généraux Mina, Arago et Woll, se faire une carrière dans l'armée

mexicaine, avait demandé au président de lui donner le titre de colonel. Santa-Anna trouvait que c'était trop demander d'une seule fois, il lui offrit de le faire capitaine, avec promesse de lui donner un avancement régulier aussi rapide que possible. Le comte refusa, et par dépit se mit en relation avec Alvarez, Walker et les flibustiers étrangers dans l'intention de faire de la Sonora un État indépendant du Mexique.

Tandis qu'Alvarez et le comte Raoussset causaient ainsi des embarras sérieux au gouvernement, le traité de Mesilla lui suscitait de graves ennemis. Je me suis laissé dire, par les personnages les plus autorisés du Mexique, que Santa-Anna avait hérité de cette question et que seulement le besoin d'argent la lui fit conclure, contrairement à ses principes et à tous les actes politiques de sa vie passée. Du reste, après le traité de Guadalupe-Hidalgo, qui donnait le Nouveau-Mexique aux États-Unis, la cession de la vallée de Mesilla m'a paru fort peu importante; mais les ennemis de Santa-Anna, en ayant fait une fort grosse affaire, je dois en parler ici.

Un jour, de sa propre autorité, M. Lane, gouverneur du Nouveau-Mexique, déclara solennellement le territoire de Mesilla partie intégrante des États-Unis, bien qu'il fût possédé de fait par le Mexique, sous le prétexte qu'il avait été compris dans la cession déterminée par le traité de Guadalupe. A cet acte étrange, M. Angel Frias répondit, au nom du gouvernement de Mexico, par une énergique protestation. Le point de droit à la possession de Mesilla était au moins douteux; toutefois, le cabinet de Washington donna l'ordre d'occuper militairement la vallée; il envoya le général Garland à la tête d'un corps de troupes nombreux, accompagné d'un commissaire civil, M. Meriwether. La question fut même agitée, à Washington, de savoir si la Basse-Californie et la Sonora ne devaient pas subir légalement le sort de la Mesilla. Le gouvernement de Mexico s'émut à juste titre de telles prétentions. M. Caldwin, aussitôt envoyé auprès de lui,

le calma par l'offre d'une indemnité pécuniaire de quinze millions de piastres. Le général Almonte, alors ministre plénipotentiaire à Washington, engagea son gouvernement à céder, parce que la cession de la Mesilla entamait très peu le territoire national et se trouvait dans un pays désert à l'extrémité septentrionale de la république, et que l'indemnité mettrait à même le gouvernement de faire face aux nécessités du pays sans recourir à des mesures extraordinaires.

Une première convention fut conclue entre les délégués américains et mexicains, mais le sénat de Washington la modifia. Une lettre de M. Landero y Cos, administrateur des douanes, donne à ce sujet des détails intéressants. — « Matamoros, 20 mars 1854. — Le traité de la Mesilla, malgré la formidable opposition du Sénat, sera sans doute approuvé, avec quelques modifications. L'opposition, ou pour mieux dire, le parti de la guerre, disait que si l'on n'obtenait pas la désapprobation du traité, il mettrait de telles entraves à son exécution que notre gouvernement ne percevrait l'argent qu'après un certain temps, dans l'espérance que la révolution qui s'annonçait se développerait et pourrait renverser l'ordre actuel des choses, notre gouvernement ne pouvant plus se soutenir faute de finances.

« Parmi les modifications proposées par M. Pierce au traité, il y en a une qui inspire peu de confiance, parce qu'elle tend évidemment à protéger les flibustiers. Telle est l'annulation du dernier article par lequel les parties contractantes se compromettent à empêcher par la force armée les expéditions d'aventuriers sur leurs territoires respectifs.

« Le désir qu'ont les Américains en général de s'annexer le Mexique, en tout ou partie, ainsi que l'île de Cuba, s'augmente à présent par l'espérance de le faire sans coup férir à cause de la guerre générale en Europe, de la révolution qui se lève en Espagne pour détrôner la reine et de nos guerres intestines... Il paraît certain que les intérêts commerciaux protègent dans le sud l'invasion de Raoussset. On dit aussi que des mouvements vont avoir lieu sur la frontière du Rio-

Bravo et que Frias commandera celui du Chihuahua. — Landerero y Cos. »

« Le traité de la Mesilla, écrivait M. Arrangoiz, le 3 mai, de la Nouvelle-Orléans, a été approuvé le 3 avril avec quelques modifications. Personne ne connaît au juste ses clauses; mais je pense que les suivantes en font plus ou moins partie. — Diminution du territoire, et la somme — à payer — sera de dix millions de piastres. Adoption des propositions du sénateur Bell, en faveur du contrat, — mot illisible. Dérogation de l'article 11 du traité de Guadalupe. Quant à celui des cinq millions d'indemnité on l'a rejeté, et ceci peut laisser la porte ouverte à de nouvelles réclamations. » Je ne sais si M. Arrangoiz, en parlant de ces indemnités, fait allusion au contrat primitif ou bien à des indemnités à payer à des Américains résidant au Mexique. Bref, le traité de la Mesilla fut signé le 30 septembre 1853, et ratifié à Washington le 30 juin 1854. L'article 3 de ce traité dit : « Les États-Unis s'engagent à payer dix millions de piastres, dont trois millions le jour de la signature et sept millions à l'échange de la ratification. »

Santa-Anna, apprenant que le général Almonte possédait la traite de sept millions de piastres stipulées par la convention, oublia tout ce que ce ministre avait souffert avec lui et pour lui, depuis son emprisonnement au Texas en 1836, et envoya précipitamment M. Arrangoiz à Washington retirer des mains de M. Almonte les sept millions qui lui avaient été remis. Santa-Anna, pour justifier cet acte de méfiance, prétextait que ses ennemis poussaient M. Almonte à se servir de cet argent pour se faire nommer président de la république. Le passé de ce général et sa conduite toujours franche et loyale auraient dû prouver à Santa-Anna qu'une pareille ambition ne pouvait venir à l'esprit de son ministre et ami. Dans une brochure publiée en 1853 contre le président et dont je n'ai pu contrôler l'exactitude, on voit des détails étonnants sur l'emploi de cette somme qui aurait été dépensée, d'après l'auteur anonyme de cet écrit, en soixante et dix

jours. Quoi qu'il en soit, M. Arrangoiz reçut l'ordre d'aller de la Nouvelle-Orléans, où se trouvait son consulat, à Washington sans perdre un instant, de voyager de jour et de nuit, de retirer la traite des mains de M. Almonte et de placer l'argent chez les banquiers les plus sûrs afin de le retirer aussitôt, au fur et à mesure des ordres de paiement qui lui seraient expédiés.

M. Arrangoiz arriva à dix heures du soir chez le représentant du Mexique qui le pria d'attendre au lendemain pour lui remettre la traite. Le lendemain il reçut la traite, plaça les fonds, en dépensa la plus grande partie en quelques jours et se paya lui-même, à titre de commission, une somme de soixante-huit mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres cinquante-sept cents, soit plus de trois cent quarante-deux mille francs. M. Arrangoiz, en s'attribuant cette somme que le général Almonte n'avait pas voulu prendre par délicatesse, dit qu'il n'avait pris qu'une goutte d'eau, tandis que la maison Lizardi s'était fait donner trois millions six cent mille piastres, — soit plus de dix-huit millions de francs — pour ses opérations financières, à titre également de commission, et que par conséquent il avait été très réservé dans ses prétentions. Son plaidoyer lui fit donner le sobriquet de — *Gota de Agua*, — goutte d'eau. Santa-Anna avait réellement la main malheureuse dans le choix de ses hommes de confiance, il avait oublié que M. Arrangoiz, envoyé par Parédès à la Havane, avec le titre de consul pour préparer les voies à la monarchie espagnole, était un homme d'affaires, avant tout. Plus tard, on retrouve ce même personnage à Miramar avec le titre de grand officier de N. D. de Guadalupe. Nommé ministre plénipotentiaire à Londres par l'empereur Maximilien, on le voit ensuite répondre officiellement à Sa Majesté une lettre insultante dans laquelle il disait que l'empereur « avait trompé tous les conservateurs, qu'il n'avait tenu aucune de ses promesses faites à Miramar, et qu'il ne voulait plus servir un homme sur la parole duquel on ne pouvait pas compter. »

L'affaire de la Mesilla, d'après les documents que je possède, me paraît plutôt une affaire malheureuse, au point de vue de la morale des intéressés, des agents et des contractants, que grave, au point de vue historique et national; aussi, je me borne à citer les traits les plus saillants, sans prononcer de jugement sur les hommes qui ont joué un rôle quelconque dans cette affaire, et sur le fait en lui-même. Du reste, la révolution nouvelle qui se préparait au Mexique absorbait plus les esprits que l'emploi des millions de la Mesilla, millions dont profitèrent très peu les troupes éloignées de la capitale. Le gouvernement exilait dans l'intérieur ou au dehors de la république la plupart des brouillons qui conspiraient contre lui, mais ces mesures rigoureuses ne servaient qu'à précipiter les événements, en augmentant le nombre des révolutionnaires. Il eût été plus adroit, plus politique et plus honnête de réformer l'administration, de la moraliser et de détruire les abus du pouvoir que d'exiler ceux qui ne pouvaient avoir leur part de bénéfice dans le maniement des deniers de l'État, et le désiraient ardemment.

Le général Parrodi, gouverneur de San-Luis Potosi, écrivait de cette ville, le 27 avril 1854, à ce sujet : — « Je ne puis m'empêcher de dire que Cardena me paraît aussi insignifiant que le plus misérable démagogue. J'en ai dans ce département plusieurs d'un plus gros calibre que celui-ci et je les regarde avec dédain, parce que agir autrement c'est leur donner une importance qu'ils acquièrent par l'exil et la prison. Parlant en général des efforts des scélérats pour renverser l'ordre, nous devons être persuadés que tant que vivra notre président, ils ne retireront aucun fruit, aucun résultat sinon le ridicule. » — L'auréole de la persécution n'est jamais ridicule, lors même que la persécution est légitime; c'est aux gouvernements à ne pas agir de manière à ce que cette auréole passe sur le front de leurs ennemis. Santa-Anna s'irritait devant l'opposition qu'il rencontrait à faire respecter les lois; il ne voyait pas que le respect des

lois étant incompatible avec l'immoralité des gouvernants et des gouvernés, il devenait inutile de sévir contre les ambitieux, si l'on ne voulait pas sévir contre les vices.

... « Relativement aux anarchistes, écrivait-il au mois de juin, aux chefs de corps d'armée, je n'ai rien à dire, parce que la loi du 1^{er} août de l'année dernière contre les conspirateurs règle la manière de vous conduire avec ces délinquants. L'idée du gouvernement est de châtier exemplairement ces délits, et l'on doit passer de suite par les armes tous ceux qui seront pris les armes en main... Le gouvernement, fort de l'appui que lui prête l'opinion saine des populations, marche plein de confiance à l'entreprise qui lui a été confiée et ne se retirera qu'après l'avoir fait réussir. » Ses lettres des mois de juin et juillet révèlent une grande lassitude d'esprit. En présence des menées révolutionnaires des Américains et des Mexicains, son courage faiblit; le dépit lui fait ordonner de fusiller dans les vingt-quatre heures ceux qui tombent sous la loi du 1^{er} août, mais il se borne à des mesures militaires pour étouffer la révolution, au lieu de prendre des mesures administratives et politiques pour la prévenir et l'empêcher d'éclater. L'argent de la Mesilla se dépensait on ne sait comment; les troupes de la garnison de Mexico en absorbaient une grande partie pour leur magnifique équipement et leur entretien; celles de l'intérieur n'étant pas payées se débandaient; les généraux se plaignaient, restaient sans soldats et se trouvaient désarmés devant la révolution qui marchait à grands pas. Voici ce qu'écrivait à ce sujet le général Ampudia, gouverneur du Nuevo-Leon, le 11 juin 1854, au général Woll, gouverneur du Tamaulipas.

« Mon cher ami et compagnon. — Par la communication officielle que je t'envoie, tu te convaincras de tout ce que j'ai manifesté au gouvernement suprême, relativement à la position dans laquelle on nous laisse, moi dans ce département et toi sur cette frontière. Mais, comme elle n'est pas suffisante pour t'informer de tout, je t'envoie la présente.